

## Protégeons l'égalité!

*Familles d'aujourd'hui* dénonce le fait que, pour la première fois depuis l'adoption de la Charte canadienne des droits, le gouvernement fédéral a l'intention de retirer des droits à certains citoyens. Pour tous les citoyens canadiens, particulièrement les groupes minoritaires et les femmes, ce serait un dangereux précédent. Pour nous, c'est un désastre.

En effet, durant la prochaine session du Parlement, le gouvernement Harper proposera aux députés de voter sur le retrait de notre égalité civile durement gagnée. Il s'agirait d'abolir *La loi concernant certaines conditions de fond du mariage civil*, loi qui a changé les conditions du mariage civil afin qu'il unisse « deux personnes » plutôt que la formule discriminatoire « un homme et une femme ». Si la proposition passe en Chambre, c'est la fin de notre égalité juridique.

Grâce à l'accès au mariage civil, nous sommes passés du statut d'individus qui cohabitent à celui de *famille*, ce qui nous a permis de protéger nos conjoints-es et nos enfants par le biais du droit familial et d'être enfin reconnus comme une « unité sociale » égale aux autres dans la société canadienne. Si le gouvernement conservateur nous retire nos droits, comment croire que la lutte contre l'homophobie sera efficace, sachant que notre propre gouvernement affirme notre inégalité pour créer des citoyens de second ordre ? *Familles d'aujourd'hui*, regroupement de couples de même sexe québécois qui se sont mariés depuis le 1er avril 2004, refuse ce retour en arrière.

### Trois classes de citoyens

Bien que le gouvernement Harper prétende ne pas toucher aux droits des couples de même sexe déjà mariés comme nous, en fait il créera trois classes de citoyens :

1. les couples hétérosexuels qui ont toujours eu le droit au mariage civil et qui auraient toujours la protection du droit familial ;
2. les couples de même sexe qui sont mariés et ont la protection juridique mais qui ne pourront plus se remarier ;
3. tous les autres couples de même sexe à qui on refusera le droit à l'égalité civile, la protection du droit familial pour leurs conjoints-es et leurs enfants ainsi que leur pleine citoyenneté.

Bref, notre Premier ministre proposera aux Canadiens un système de droits humains à deux vitesses.

**Les groupes religieux**

Quand on parle du *mariage civil*, on parle d'un statut civil accessible à tout citoyen. Il est clair dans la Loi que la définition non discriminatoire du mariage ne s'applique pas aux cérémonies religieuses, sauf pour les groupes religieux qui le souhaitent. Les religions ont le droit d'exercer des discriminations dans leurs cadres spécifiques mais non à l'égard des autres citoyens. Elles ont déjà toutes les protections voulues dans les Chartes et même dans la loi actuelle sur le mariage civil. Il ne serait pas acceptable dans une société libre, séculière et démocratique que les exigences particulières d'une religion donnée orientent le droit de tous. La religion, l'idéologie ou les préjugés des uns ne doivent pas devenir la loi des autres.

Selon nous, les arguments des personnes qui veulent nous discriminer dans le mariage civil relèvent de visions hétérosexistes ou carrément homophobes. Refusant d'accepter notre humanité, elles encouragent la haine, la discrimination et la violence contre nous.

**Nous sommes fermes**

Les membres de *Familles d'aujourd'hui* ne veulent pas de « privilèges » qui leur seraient réservés par monsieur Harper. Nous voulons les mêmes droits que tous les autres citoyens canadiens et non vivre la ségrégation. Si jamais le gouvernement remet cette question sur le tapis, nous serons prêts.

Nous n'avons pas l'intention de retourner dans le placard ni de perdre nos droits les plus élémentaires. Nous ne voulons pas devenir les dodos de l'histoire canadienne des droits humains. Nous lutterons pour nos droits et notre citoyenneté à part entière : les générations d'enfants gais et lesbiennes à venir ne doivent pas vivre la discrimination, la marginalité, la violence et la haine que nous avons subies.

-30-

Renseignements : Michael Hendricks, 514-522-9851  
Francis Lagacé, 514-723-0415